

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

AOO – 20240167001000

**MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE-MALADES,
ASCENSEURS DE CHARGE, MONTE-CHARGES, PLATEFORMES
ELEVATRICES POUR PERSONNES HANDICAPEES POUR LES
HÔPITAUX HAINAUT CAMBRESIS**














Date et heure limites de réception des offres :

06/02/2025 à 12:00

Etablissement support :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle logistique – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	AOO – 20240167001000 – Maintenance des ascenseurs, monte-malades, ascenseurs de charge, monte-charges, plateformes élévatrices pour personnes handicapées pour les hôpitaux Hainaut Cambrésis
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	0
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée (période initiale)	24 mois
	Reconduction	Avec (2 * 1 an)
	Négociation	Sans

SOMMAIRE

<u>1 - Objet et étendue de la consultation</u>	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
1.7 - Renouvellement	5
<u>2 - Conditions de la consultation</u>	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
<u>3 - Conditions relatives à l'accord-cadre</u>	6
3.1 - Durée de l'accord-cadre	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
<u>4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)</u>	6
<u>5 - Présentation des candidatures et des offres</u>	7
5.1 - Documents à produire	7
5.2 - Visites sur sites	9
<u>6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</u>	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
<u>7 - Examen des candidatures et des offres</u>	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution de l'accord-cadre	11
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
<u>8 - Renseignements complémentaires</u>	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de l'accord-cadre

La présente consultation concerne :

« AOO – 20240167001000 – Maintenance des ascenseurs, monte-malades, ascenseurs de charge, monte-charges, plateformes élévatrices pour personnes handicapées pour les hôpitaux Hainaut Cambrésis »

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur. En tant qu'acheteur référent, il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque établissement bénéficiaire aura en charge l'exécution des prestations.

Etablissements bénéficiaires :

- Centre hospitalier d'Avesnes-sur-Helpe ;
- Centre hospitalier de Denain ;
- Centre hospitalier de Felleries-Liessies ;
- Centre hospitalier de Fourmies ;
- Centre hospitalier de Jeumont ;
- Centre hospitalier de Le Quesnoy ;
- Centre hospitalier de Maubeuge ;
- Centre hospitalier de Saint-Amand-les-Eaux ;
- Centre hospitalier de Valenciennes.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché ordinaire », conclue à prix global et forfaitaire, concerne les prestations de maintenance relevant de la garantie totale.

La partie « accord-cadre à bons de commande », conclue à prix unitaires (sur demande de devis), concerne les prestations de maintenance curative non garanties liées au vandalisme et les opérations spécifiques.

Montant maximum, pour la partie « accord-cadre à bons de commande » :

Période	Montant par période d'exécution
1 (Période initiale)	400 000,00 € H.T.
2 (1 ^{ère} reconduction)	200 000,00 € H.T.
3 (2 ^{ème} reconduction)	200 000,00 € H.T.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de dévolution en lots séparés, celle-ci étant de nature à restreindre la concurrence ou risquant de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (l'idée étant de préserver une cohérence technique et administrative entre les hôpitaux Hainaut Cambrésis concernant la gestion de la maintenance des ascenseurs).

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50750000-7	Service d'entretien d'ascenseurs

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
81.10	Maintenance d'équipements mécaniques

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

La date prévisionnelle de publication du prochain avis de publicité, afin d'informer les candidats du renouvellement éventuel de l'accord-cadre, est la suivante : Dernier semestre 2029.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Sans objet.

3 - Conditions relatives à l'accord-cadre

3.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à l'article 5 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur les fonds propres de chaque établissement bénéficiaire.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le prestataire retenu devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris toutes les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), pour les prestations de maintenance relevant de la garantie totale ;
 - Annexe n°2 : « Bordereau des prix unitaires (BPU) n°1 », pour les prestations de maintenance curative non garanties liées au vandalisme ;
 - Annexe n°3 : « Bordereau des prix unitaires (BPU) n°2 », pour les opérations spécifiques ;
- Les détails quantitatifs estimatifs (DQE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Opérations minimales de maintenance et fréquences minimales de vérification ;
 - Annexe n°2 : Etat des matériels et pièces détachées dues au contrat ;
 - Annexe n°3 : Délais d'intervention et pénalités ;
 - Annexe n°4 : Intégration des données informatiques ;
 - Annexe n°5 : Modèle de rapport de vérification générale périodique ;
 - Annexe n°6 : Descriptif technique – Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cadre de réponse technique ;

- Les attestations de visite par établissement avec la liste des appareils (**remises le jour de la visite par le pouvoir adjudicateur**) ;
- La lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- La déclaration individuelle ou du membre du groupement (formulaire DC2) ;
- Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4).

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 - Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants.	Non
DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.	-	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (<u>références</u>).	-	Non

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	-	Non
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.	-	Non

Renseignements concernant les qualifications professionnelles de l'entreprise :

Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.	-	Non
Habilitations électriques B2V en cours de validité des intervenants ou un engagement du candidat à ce que ses intervenants soient habilités à la date de prise d'effet du contrat.	-	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Acte d'engagement (AE) ;	Oui
Annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) », pour les prestations de maintenance relevant de la garantie totale ;	Non
Annexe n°2 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) n°1 », pour les prestations de maintenance curative non garanties liées au vandalisme ;	Non
Annexe n°3 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) n°2 », pour les opérations spécifiques ;	Non
Détails quantitatifs estimatifs (DQE) ;	Non
Cadre de réponse technique ;	Non
Tous les documents demandés par le pouvoir adjudicateur dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;	Non
Attestations de visite par établissement avec la liste des appareils.	Oui

Pièces complémentaires à fournir en vue de l'attribution de l'accord-cadre (le cas échéant) :

Libellés	Signature
Attestation fiscale (la dernière en date) ;	Non
Attestation sociale datant de moins de 6 mois ;	Non
Attestation d'assurance en cours de validité ;	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;	Non
Relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur sites

Une visite sur site doit obligatoirement être réalisée sur les sites concernés par le présent accord-cadre, pour les opérateurs économiques désireux de remettre une offre.

La réalisation de la visite de site conditionne la validité de l'offre.

Chaque candidat doit impérativement fournir les attestations de visite par établissement avec la liste des appareils, figurant dans le dossier de consultation des entreprises (DCE), dûment complétées et signées, dans son offre.

Aucun candidat ne pourra se prévaloir ultérieurement d'une méconnaissance quelconque pour réclamer un supplément de prix à son offre initiale.

Dates retenues : Entre le 13 et le 24 janvier 2025.

Le planning détaillé des visites sur site sera mis en ligne sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, le 9 janvier 2025 (accompagné des modalités pratiques pour les prises de rendez-vous).

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies dans le présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- ✎ Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- ✎ Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

Les candidats doivent s'assurer du bon acheminement des copies de sauvegarde.

Il appartient aux candidats qui s'adressent à un transporteur de prendre toute disposition pour respecter les délais, horaires et lieu de dépôt des copies de sauvegarde. À charge pour les candidats de vérifier les obligations contractuelles d'acheminement des copies de sauvegarde auxquelles le transporteur est tenu.

Aucune copie de sauvegarde ne sera acceptée par un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur se dégage de toute responsabilité en cas de dépôt des copies de sauvegarde en dehors des créneaux horaires spécifiés dans le présent règlement de la consultation et/ou dans un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers doivent être transmis dans des formats largement disponibles.

L'utilisation de fichiers au format compressé (zip) est fortement déconseillée, afin d'éviter tout risque d'inexploitabilité susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents doivent être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fait l'objet d'un archivage de sécurité et est réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en est alors informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables sont examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

1 – PRIX (40 pts)	1.1 – Coût annuel de la garantie totale, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).	15 pts
	1.2 – Coût prévisionnel de la maintenance curative non garantie liée au vandalisme, sur la base du détail quantitatif estimatif n°1 (DQE1).	15 pts
	1.3 – Coût prévisionnel des opérations spécifiques, sur la base du détail quantitatif estimatif n°2 (DQE2).	10 pts
2 – VALEUR TECHNIQUE (55 pts)	2.1 – Moyens humains dédiés à l'exécution des prestations contenues dans le cahier des charges. <i>Sous-critères déclinés dans le cadre de réponse technique</i>	23 pts
	2.2 – Moyens matériels dédiés à l'exécution des prestations contenues dans le cahier des charges. <i>Sous-critères déclinés dans le cadre de réponse technique</i>	27 pts
	2.3 – Mode opératoire proposé par le candidat pour réaliser les prestations contenues dans le cahier des charges. <i>Sous-critères déclinés dans le cadre de réponse technique</i>	5 pts
3 – PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE (5 pts)	3.1 – Intégration des préoccupations environnementales dans les protocoles de maintenance proposés : échanges espacés de pièces, télémaintenance.	2 pts
	3.2 – Dispositions prises par le candidat pour réduire les émissions de CO2 dans les transports liés à l'exécution des prestations contenues dans le cahier des charges : éco-conduite, choix d'un type de transport, véhicules propres, outil d'organisation/d'optimisation des déplacements.	2 pts
	3.3 – Dispositions prises par le candidat en vue du recyclage, de la réutilisation ou de l'élimination dans des filières de déchets respectueuses de l'environnement des pièces défectueuses remplacées et reprises dans le cadre d'une intervention.	1 pt

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et dans le détail quantitatif estimatif (DQE), le bordereau des prix unitaires (BPU) prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif (DQE) sera rectifié en conséquence. Le candidat sera alors invité à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le détail quantitatif estimatif (DQE) est un document non contractuel, ne servant uniquement qu'à l'analyse des offres. Celui-ci ne fera donc pas partie des pièces du marché. Les quantités qui y sont renseignées – au stade de la mise en concurrence – sont prévisionnelles et données à titre purement indicatif.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne peut être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse est alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE
5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - C.S. 62039
59014 LILLE CEDEX
Téléphone : 03.59.54.23.42
Télécopie : 03.59.54.24.45
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

** Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature de l'accord-cadre ;
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion de l'accord-cadre est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

L'organe chargé des procédures de médiation est :

COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY

Préfecture de Meurthe et Moselle
1, rue du préfet Claude Erignac
54000 NANCY

Tél. : 03.83.34.25.65

Mail. : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr